

L'Allemagne contre le partage de données Facebook-WhatsApp

WhatsApp vient de mettre à jour ses conditions d'utilisation. La première mise à jour depuis 4 ans. La raison de cette initiative? Probablement empêcher les utilisateurs de contourner la nouvelle «fonctionnalité» qui, en août, invitait les utilisateurs à partager leur numéro de téléphone avec Facebook. Ils avaient alors 30 jours pour se mettre en conformité avec les nouvelles conditions.

Officiellement, cette association entre l'application de messagerie et le réseau social visait à amener des publicités ciblées sur WhatsApp et lutter contre le spam. Sauf que, WhatsApp inscrivant la sécurité au cœur de son usage (avec le [chiffrement de bout en bout](#) et la suppression automatique des conversations, en théorie du moins), il est assez cohérent que ses utilisateurs ne voient pas d'un bon œil l'idée de partager leurs données avec le premier réseau social de la planète.

Facebook viole la loi allemande

Rappelons que Facebook a racheté WhatsApp [pour 19 milliards de dollars](#) en 2014. Il était étonnant que, depuis, le réseau social n'ait pas cherché à exploiter les données des utilisateurs de la messagerie dont le nombre s'élève à plus d'un milliard issus de 180 pays. Mais il se pourrait bien que le partage des données rencontre des problèmes de légalité dans un certain nombre de régions.

A commencer par l'Allemagne. Reuters rapporte que le régulateur allemand vient d'ordonner à Facebook d'arrêter de collecter et de stocker les données des utilisateurs de WhatsApp. Et de détruire toutes celles qui ont été récupérées. L'Allemagne compte pas moins de 35 millions d'utilisateurs de la célèbre messagerie. Un coup dur pour le réseau social qui a déclaré être « ouvert à l'idée de travailler avec [les autorités locales] pour répondre à leurs questions et résoudre toutes les préoccupations ». Dans l'espoir de parvenir à un compromis?

WhatsApp scruté par les régulateurs

De son côté, le commissaire Johannes Caspar pour la protection des données et la liberté d'information (Data Protection and Freedom of Information) a déclaré que Facebook violait la loi sur la protection des données en n'ayant pas obtenu l'accord des utilisateurs allemands de la messagerie pour exploiter leurs données. Après avoir rappelé que les deux entreprises avaient promis, lors de leur rapprochement, que leurs données respectives ne seraient jamais échangées mutuellement, le commissaire a ajouté que « ce qui se passe actuellement plonge non seulement les utilisateurs dans la confusion, mais constitue aussi une violation du droit national de la protection des données ».

L'initiative allemande pourrait précéder une future décision similaire des autorités de régulation européenne et américaine. Celles-ci enquêtent actuellement sur les conséquences des changements des conditions d'utilisation que WhatsApp a annoncé en août dernier sur les

paramètres de confidentialité. La plus cruelle des réponses resterait encore un départ massif des utilisateurs.

Lire également

[Messages WhatsApp : quand supprimer ne rime pas avec effacer](#)

[Non, Telegram, WhatsApp et autre Viber ne sont pas inviolables](#)

[WhatsApp passe finalement par la case PC et Mac](#)

Photo credit: [Sam Azgor](#) via [Visual Hunt](#) / [CC BY](#)